



Note d'information concernant l'obligation du MTPL à conserver des données à caractère personnel au sein du Dossier Médical en Santé au Travail (DMST)

Les données personnelles et de santé traitées nécessaires et indispensables pour constituer le Dossier Médical en Santé au Travail tout au long de la carrière professionnelle du salarié suivi et pour le médecin du travail pour remplir sa mission définie par l'article L4622-2 du Code du Travail doivent être conservées pendant une durée réglementaire fixée par l'article R. Article R4624-45-9 du Code du travail, c'est-à-dire quarante ans à compter de la date de la dernière visite ou examen du titulaire au sein du service de prévention et de santé au travail concerné. Cette durée de conservation peut être rallongée en fonction de l'exposition à certains risques professionnels.

La demande d'effacement du Dossier Médical en Santé au Travail dans son intégralité est irrecevable du fait de la durée de conservation réglementaire encadrée par la loi.

Formulaire - droit d'effacement

NOM :

PRENOM :

DATE DE NAISSANCE :SALARIE DE L'ENTREPRISE :

NOM DE REPRESENTANT LEGAL (pour des personnes mineures non émancipées ou sous tutelle ou sous curatelle) :

Madame, Monsieur,

En application de l'article 17.1 du Règlement général sur la protection des données (RGPD), je vous prie d'effacer de vos fichiers les données personnelles suivantes me concernant :

[Informations à effacer] :
.....
.....
.....

Je demande que ces informations soient supprimées car [motif de la suppression].....
.....
.....

Vous trouverez en pièce jointe un justificatif de mon identité.

Vous voudrez bien également notifier cette demande d'effacement de mes données aux organismes auxquels vous les auriez communiquées (article 19 du RGPD).

Enfin, je vous prie de m'informer de ces éléments dans les meilleurs délais et au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la réception de ce courrier (article 12.3 du RGPD).

A défaut de réponse de votre part dans les délais impartis ou en cas de réponse incomplète, je saisisrai la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) d'une réclamation.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Fait à :

Le :

Signature

Signature
